



Déclaration

**Journée d'expression revendicative
du 29 novembre 2016 dans la Fonction publique**

Austérité dans les services publics : les missions de secours et de protection des populations ne sont pas épargnées !

Depuis le 17 octobre dernier, suite aux attaques contre des policiers à Viry-Chatillon, des centaines de policiers se mobilisent régulièrement dans des rassemblements. La colère sociale des policiers et leurs revendications portant sur les conditions de travail, les moyens, les sous-effectifs sont légitimes, elles sont d'ailleurs le lot commun des services publics et des agents qui les font vivre.

Il n'en demeure pas moins que certaines des thématiques et revendications exprimées dans le cadre de ce mouvement peuvent être dangereuses par ce qu'elles véhiculent : l'extension de la légitime défense, le durcissement de la politique pénale, la remise en cause des magistrats accusés de laxisme. Il en va de même de la musique xénophobe ou du « tous pourris » formulé à l'encontre des politiques et des syndicats, offrant ainsi prise aux idées nauséabondes véhiculées par le FN. L'Etat a dangereusement appuyé le phénomène en orientant les missions des forces de l'ordre sur la répression contre le mouvement social lors des mobilisations contre la loi El Khomri. L'Etat préfère la matraque à la négociation, ce que nous condamnons.

Pour la Fédération CGT des Services publics, des décennies de destructions de services publics, dont les services de prévention, l'abandon de certaines zones du territoire par les services publics, par les entreprises et donc par l'emploi, favorisent le délitement social et les économies parallèles, terreau principal de la violence urbaine.

La réponse à ce délitement ne peut être fondée sur la répression mais doit être de nature politique. La reconstruction d'un lien social, la création d'emplois pérennes et rémunérés à leur juste valeur, des services publics en capacité de répondre aux besoins de la population, en résumé le renforcement de notre bien commun, sont les réponses dignes d'une société réellement démocratique.

Il n'appartient pas aux seuls agents publics, notamment ceux dont la mission est de porter secours et protection aux populations, de pallier à plus de trente ans de désengagement économique et social. Nous saluons nos collègues, toutes missions confondues, qui œuvrent au quotidien dans des conditions dégradées, notamment dans les quartiers dit sensibles.

C'est pourquoi la Fédération CGT des services publics appelle les agents publics et l'ensemble des salariés à se mobiliser pour une journée d'action le 29 novembre prochain et à revendiquer :

- des moyens budgétaires nécessaires à l'accomplissement des missions de services publics.
- le renforcement des services publics au plus près des populations et sur l'ensemble du territoire.
- l'augmentation des effectifs, par la création d'emplois statutaires, afin de répondre aux besoins croissants d'une population en constante augmentation.
- l'augmentation du point d'indice et l'arrêt immédiat de toutes les mesures régressives liées à la rémunération (RIFSEEP, PPCR, etc.).
- l'amélioration des conditions de travail et des moyens pour l'exercice des missions.

Montreuil, le 15 novembre 2016